

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 52 (1907)
Heft: 9

Artikel: Le patriotisme et l'histoire des guerres
Autor: F.F.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-338618>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LE PATRIOTISME

ET

L'HISTOIRE DES GUERRES

A la veille d'une consultation électorale sur la réorganisation de nos forces militaires, nous voudrions demander à l'histoire des guerres quelques enseignements.

Quand nous disons histoire des guerres, il faut s'entendre. Il ne s'agit point de cette histoire qui se borne à l'énumération des hauts faits des souverains batailleurs et des grands capitaines. Au point de vue où nous nous plaçons, il importe assez peu de savoir quand et où l'ambition d'un conquérant trouva sa satisfaction par la sujétion de territoires nouveaux et par l'abaissement d'un pouvoir rival. Les guerres qui nous intéressent sont les guerres non des souverains mais des peuples, celles où les combattants donnèrent le spectacle d'une nation armée luttant pour soi-même.

De ces guerres-là, nous trouvons des exemples dans l'histoire des premiers Suisses, à Morgarten, à Sempach, et jusqu'aux guerres de Bourgogne ; puis, à la fin du XVIII^e siècle, dans la triste campagne qui consumma la ruine de l'ancienne Confédération. Nous trouvons d'autres exemples, caractéristiques, dans les guerres de la Révolution française, puis dans celles du Premier-Empire. La guerre franco-allemande de 1870-1871 nous fournira aussi le sien, et, tout récemment, celle des Russes contre les Japonais.

Où résida, dans toutes ces rencontres, le secret de la victoire et de la défaite ? C'est là ce que nous voulons déterminer. Nous entendons prouver que les peuples qui n'ont pas su consentir,

en temps de paix, à l'effort d'une préparation sérieuse de la guerre, sont devenus la proie de ceux qui ont accompli cet effort.

Nous demanderons cette preuve à l'esquisse militaire de quelques faits d'histoire des XIX^e et XX^e siècles ¹.

*
* * *

La Révolution française débuta, en matière internationale, par un beau geste. L'Assemblée constituante proclama qu'elle repoussait le principe de la conquête et en répudiait à tout jamais la pensée. « La France renonce à tous projets ambitieux, déclare Petion, à toutes conquêtes ; elle regarde ses limites comme posées par les destinées éternelles... » Barnave développe avec émotion ce paradoxe que la nation ne voudra que des guerres nationales, qu'elles seront nécessairement défensives et, par suite, toujours justes. « Que toutes les nations soient libres comme nous, s'écrie le curé Rollet, et il n'y aura plus de guerre ».

Un officier, membre du côté droit, Cazalès, ne se laisse pas entraîner par tant d'ardeur chimérique : « La patrie, dit-il, doit être l'objet exclusif de notre amour. L'amour de la patrie fait plus que des hommes, il fait des citoyens. Il a créé les Spartiates. Quant à moi, je le déclare, ce ne sont pas les Russes, les Allemands, les Anglais que j'aime, ce sont les Français que je chéris. Le sang d'un seul de mes concitoyens m'est plus précieux que celui de tous les peuples du monde » Cazalès dut s'arrêter, expose Albert Sorel, à qui j'emprunte le récit de ces incidents ; des murmures violents, presque des huées, étouffèrent sa voix. Il fut contraint de s'excuser de « la chaleur et de l'exagération de son discours ».

Et l'assemblée, au milieu d'une effusion générale, décréta cette résolution qui devint le titre VI de la Constitution :

« La nation française renonce à entreprendre aucune guerre dans la vue de faire des conquêtes, et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple ».

¹ Ce travail est un travail de compilation ; il emprunte à plusieurs auteurs dont il reproduit parfois le texte : Albert Sorel, *L'Europe et la Révolution française* ; von der Goltz, *Roszbach et Iena* ; Charras, *Histoire de la campagne de 1815* ; Pierre Lehautcourt, *La guerre de 1870-71* ; Cheradame, *Le monde et la guerre russo-japonaise*.

Quelques mois après, les réalités plus puissantes que la métaphysique, engageaient le ministère à étudier un projet d'invasion de la Belgique, et, en 1792, commençait cette série colossale de campagnes épiques qui devait faire de l'Europe continentale la conquête de la France.

Les commencements furent désastreux. Le moral des troupes, très bas, les prédestinait aux revers. Des paniques soudaines provoquent la déroute sans combat. Dans le désarroi des âmes, les soldats massacrent leurs chefs. Telles, et pour des motifs analogues, les milices bernoises après Neuenegg. Une organisation insuffisante des armées, le manque d'union entre les citoyens, ont pour inéluctables résultats, la défiance, l'indiscipline, la défaite.

Mais peu à peu les esprits s'exaltent. Les citoyens sentent renaître leur confiance dans les destinées de la patrie; la mission de la France sera de régénérer les nations, de porter la liberté aux peuples; on se grise d'enthousiasme patriotique et les victoires commencent. Elles deviendront foudroyantes lorsqu'à l'exaltation politique s'ajoutera l'entraînement militaire et une organisation rationnelle des armées. En 1805, entre autres, devenus des vétérans, les soldats de la Révolution forment encore un important noyau des armées françaises. Ils sont toujours riches d'enthousiasme, et l'amour de la gloire n'est point exclusif pour eux de l'amour de la patrie. Il s'y joint une instruction militaire soigneusement et très complètement donnée et reçue au camp de Boulogne. Quant à l'organisation des corps et de leurs services, elle ne laisse guère à désirer. La grande armée de 1805 fut une des plus belles qu'ait connu l'histoire. Elle produisit Ulm et Austerlitz.

Cette armée, nous allons la trouver aux prises, en 1806, avec celle de Frédéric-le-Grand. Celle-ci, bien que son créateur ne soit plus, jouit d'une réputation encore grande. Nombreux sont ceux qui, hors d'Allemagne comme en Allemagne, estiment que l'armée prussienne est restée la première du monde; que les descendants des vainqueurs de Rossbach et de Leuthen n'ont point dégénéré. En fait, l'armée de Frédéric-Guillaume ne fut ni moins nombreuse ni moins disciplinée — au sens étroitement militaire du terme — que celle de l'Empereur. A Iéna comme à Auerstaedt, ses soldats se battirent bien, si l'on ne tient compte que du courage. Ils accomplirent maints actes de bra-

voire, chargèrent, dans tous les premiers engagements, avec fermeté, résistèrent avec constance et supportèrent, sans reculer, des pertes considérables. Cependant, ils furent vaincus.

C'est que l'armée prussienne était encore une armée de métier. Elle comprenait une grosse proportion d'étrangers servant à titre de mercenaires. Le sentiment patriotique ne pouvait agir sur ces hommes. On ne les dressait à leur tâche que par une discipline excessive imposée avec une extrême rigueur. Un tel ressort était insuffisant vis-à-vis des troupes françaises qu'animait le souvenir de la Révolution et que stimulait, avec l'amour de la France, la confiance en un chef invaincu.

Et la nation prussienne, elle-même, avait perdu de sa virilité. Elle considérait la paix comme supérieure à l'effort de la lutte; elle nourrissait sa jeunesse de théories philosophiques; elle s'attendissait sur la bienveillance des hommes.

La Prusse se livrait à la métaphysique. On y trouvait admirable d'être cosmopolite. Quand l'armée détruite et vaincue, les Français entrèrent à Berlin, on les y reçut comme des amis. La société bourgeoise montrait presque une joie maligne pour les malheurs survenus. Le général Hullin avait été nommé gouverneur de Berlin par l'empereur; un journal écrivait quelques jours après :

« On aperçoit là-bas, à sa fenêtre, le commandant de place, le général Hullin, un excellent homme qui tient avec sévérité à l'accomplissement du devoir, mais qui est aussi bon et affable. Voir cet homme me fait du bien, ajoutait le journal. Berlin reconnaît ce qu'il a fait pour la tranquillité et la sécurité de la ville. »

Quant à l'empereur, il avait une excellente presse; il était le « héros », le « grand », l'« affable »; on célébrait sa magnanimité; d'une manière générale, on proclamait les perfections de l'armée française, la bonne humeur des officiers français; la noblesse des maréchaux; la vertu des hommes d'Etat. Ainsi le voulait la philosophie cosmopolite; c'était le dernier cri de ce que l'on appelait, à cette époque, la « civilisation ».

Et naturellement, l'armée prussienne elle-même devait se montrer « civilisée ». Tandis que les Français vivaient simplement sur le pays, les Prussiens étaient obligés de traîner leurs magasins après eux parce que les habitants refusaient de rien leur livrer. Le peuple agissait comme si la guerre ne le regardait

pas. Il en avait été ainsi dans toutes les dernières campagnes. Il faut lire les plaintes de Scharnhorst à ce sujet :

« A Menim, écrit-il, où pendant des années on fut en présence de l'ennemi, où deux fois on fut repoussé par lui avec des pertes considérables, où presque tous les matins on échangeait avec lui des coups de feu, on n'avait cependant pas le droit de construire un retranchement à une place favorable, avant que le propriétaire du moulin à vent qui se trouvait en cet endroit eût consenti à la destruction de son moulin, contre indemnité, et il fallut plusieurs mois de pourparlers pour en arriver-là. »

Il fallait employer la force pour abriter les blessés dans les maisons particulières et pour se procurer les voitures nécessaires à leur transport. L'armée mourait de besoins.

Clausewitz, alors adjudant du prince Auguste de Prusse, raconte que « lorsque, le 16 octobre, alors que les hommes n'avaient mangé ni le 14 ni le 15, les troupes, absolument affamées, arrivèrent à Creussen, le prince envoya au village le plus rapproché chercher quelque nourriture pour ses grenadiers. Les paysans refusèrent de donner quoi que ce soit. Il fallut employer la force et on jeta les hauts cris. Les officiers eux-mêmes, « imbus de civilisation », condamnèrent cet emploi de la force. Le major von Rabiell, de la garde, envoya chercher Clausewitz. « Il lui témoigna son indignation et lui demanda avec instance de faire observer au prince qu'un tel *système de pillage* n'était pas convenable et *était contraire à l'esprit de l'armée prussienne* ».

Manque de patriotisme de la population, cosmopolitisme des sentiments, c'était assez pour décourager l'armée. Elle pouvait se battre pour un peuple prêt à la seconder ; elle ne le pouvait pour un peuple qui la traitait presque en ennemie. La démoralisation ne résista pas aux premiers revers.

Quelques années plus tard, le spectacle a changé. La France qui conviait les peuples à la liberté a versé dans le despotisme militaire, et les peuples ne comprennent pas qu'à son tour elle les subjuge. Les rois sont tombés, mais les nations sont nées ; elles se soulèvent au nom de leur droit à l'indépendance, au nom de ces principes mêmes que la Révolution sema dans le monde, et elles les retournent contre le peuple qui les leur enseigna mais qui, maintenant, les oublie.

En 1813, au lendemain de la lugubre retraite de Russie, la

Prusse fait défection à l'alliance française ; ses soldats passent à l'ennemi ; la guerre de l'indépendance va commencer.

L'armée prussienne a été transformée. Plus rien des mercenaires que l'on conduisait à coups de triques et par la crainte des fers. Elle est devenue, par son recrutement, nationale. Le service obligatoire et à court terme appelle les citoyens aux armes. L'âme même de la nation palpite sous l'uniforme. C'est ainsi, moralement fortifiés, que les soldats prussiens poursuivront la campagne de 1813 et de 1814 ; ils la reprendront, en 1815, dans les mêmes conditions.

Ecoutez Charras (p. 32) :

Dans tous les Etats de la confédération germanique, le cri de guerre retentit ; les contingents se levèrent avec rapidité.

Les arsenaux étaient pleins ; la plus grande partie des soldats de la guerre de l'indépendance étaient sous les drapeaux ; les autres venaient seulement de rentrer dans leurs foyers ; le cabinet de Saint-James promettait de riches subsides ; le patriotisme était exalté ; le souvenir de la victoire datait de la veille ; il effaçait celui des grandes défaites ; tout était facile.

L'Allemagne alors fut saisie d'enthousiasme et de fureur comme en 1813.

La chaire religieuse et la chaire universitaire furent de nouveau changées en tribunes d'où éclatait, à chaque instant, l'appel aux armes pour le salut de la patrie. Les professeurs quittèrent encore la robe pour l'uniforme. Leurs élèves reprirent le mousquet. Les chants d'Arndt, de Körner, des Tyrtées populaires de la Germanie, réveillèrent partout les échos des villes et des campagnes. Les journaux, les pamphlets, les proclamations se pressèrent, se succédèrent sans relâche, excitant la mémoire des injures subies, du sang versé, des fortunes ruinées, attisant tous les foyers de haine, lançant la menace et l'insulte non seulement à Napoléon, mais encore à la France, hélas !

C'étaient les exactions de Berlin et de Hambourg, les réquisitions excessives et sans fin, les contingents dévorés par la guerre ; c'était la grande iniquité du blocus continental imposé, maintenu par Napoléon à l'étranger et enfreint par lui-même, à son profit, sur les côtes de l'empire ; c'étaient Rome, la Hollande, l'Oldenbourg, le Valais, les villes hanséatiques, etc., incorporés à la France, en pleine paix, au mépris des traités ; c'étaient la violation des neutralités, l'assassinat de Vincennes, le guet-apens de Bayonne, l'invasion de l'Espagne, les peuples donnés en apanage aux frères, aux sœurs, aux lieutenants de Napoléon ; c'étaient aussi les maux inséparables de toute guerre qu'on invoquait pour soulever les nations contre celui qui avait voulu, qui voulait encore la monarchie de l'Europe et contre le peuple français, son complice, disait-on.

En France, qu'en est-il ? L'opinion est troublée et divisée ; la discorde règne dans une partie du pays ; en maintes villes, on signale des mécontents, des agitateurs. Les généraux marchent à contre-cœur. Gavés d'honneurs et de richesses, le repos leur est devenu cher. Dans la troupe, la confiance fait défaut. Sans

doute, les Français conservent la haine de l'étranger ; ils se révoltent à l'annonce de l'invasion imminente ; mais l'enthousiasme de 92 est tombé et le sentiment de l'invincibilité n'existe plus comme en 1805 et en 1806. L'exaltation patriotique a changé de camp. Napoléon succombera à Waterloo.

Laissons passer un peu plus d'un demi-siècle. Une nouvelle guerre éclate entre les deux adversaires de 1815. La Prusse et les Etats alliés de l'Allemagne du Sud vont se mesurer avec la France de Napoléon III.

La Prusse s'y prépare depuis longtemps. La double invasion de 1814 et de 1815 n'a pas suffi pour effacer le souvenir de l'humiliation de Iéna. De 1857 à 1870, Moltke, dans sa conviction d'une guerre un jour ou l'autre inévitable, n'a pas rédigé moins de vingt notes et mémoires sur les opérations contre la France, perfectionnant ses plans d'année en année, serrant toujours de plus près les éventualités possibles. L'armée est méthodiquement préparée ; la guerre des duchés, en 1864, lui fournit l'occasion d'une répétition générale ; celle de 1866 exaltera sa confiance. Aussi, quand au moment de colorer la dépêche d'Ems, Bismarck demande à Moltke : « Notre armée est-elle réellement assez bonne pour que nous puissions faire la guerre avec la plus grande probabilité de succès ? le maréchal répond : « Nous n'avons jamais eu de meilleur instrument qu'en ce moment. »

La nation n'était pas moins prête que l'armée. On a dit souvent que le maître d'école allemand avait été le vainqueur de 1870. Il ne faut pas prendre cette affirmation dans ce sens que les Allemands ont vaincu par une instruction individuelle plus parfaite. L'action du maître d'école a été surtout éducative, morale ; il a élevé une génération qu'il a pénétrée de la conviction des destinées d'une plus grande Allemagne et dont il a ouvert les cœurs à la notion du devoir envers la patrie. En même temps, les guides politiques de la nation, les écrivains, les historiens, proclamaient la nécessité et l'avenir de l'unité allemande ; la jeunesse universitaire était instruite dans ce sentiment ; les poètes, les musiciens exaltaient l'âme germanique. Aussi, le jour où la dépêche d'Ems, cette chamade devenue une fanfare, fut répandue par les cent mille voix de la presse, jeunes et vieux, adolescents et pères de famille se serrèrent autour du drapeau allemand, et un seul hymne s'éleva vers le ciel : *Die Wacht am Rhein*.

Quel tableau offre à ce moment la France du second empire? Militairement, elle est tombée, sans s'en douter, bien bas. Les enseignements [de Napoléon I^{er} sont perdus dans l'oubli. L'armée et ses chefs surtout ignorent leur métier. Les esprits se complaisent dans l'inertie; du haut en bas de l'échelle hiérarchique on attend des ordres, et comme dans le désarroi d'une préparation nulle et d'une organisation caduque aucun ordre n'est possible, personne ne bouge. Devant un ennemi dont tous les ressorts sont tendus vers l'offensive et vers l'attaque, le commandement français reste passif. Il met sa confiance dans l'occupation de « bonnes positions »; il attribue au terrain inerte la valeur qui n'appartient qu'à l'homme ardent.

Quant à la nation, enrichie par le commerce, affaissée dans le bien-être, elle craint par-dessus tout les sacrifices que savent consentir les peuples qui veulent vivre. Qu'on lise les comptes rendus du Corps législatif discutant en 1867 et en 1868 la nouvelle loi militaire. Cette loi cherche l'augmentation des effectifs; elle poursuit une réforme de l'armée par un recrutement plus largement national. Au lieu du soldat de métier, chair à canon, que le bourgeois envoie se battre pendant que lui-même reste au coin du feu, elle s'engage, bien timidement encore, dans la voie du service obligatoire et de la diminution du remplacement.

Mais si timide qu'elle soit, elle exige trop encore aux yeux des députés anxieux de demander un effort à leurs électeurs. Ils pensent à leurs circonscriptions. Par un illogisme singulier, qui ne s'explique que par l'aveuglement de la passion politique, ce sont les représentants de la gauche de qui l'on attendrait la défense du principe démocratique du service obligatoire, ce sont eux qui le combattent avec le plus de véhémence. « Il n'y aura plus de bons numéros! » ce cri d'alarme devient la devise de tous les adversaires de la loi.

En présence des oppositions déchaînées, la commission du Corps législatif invoque des atténuations et des explications incompatibles avec le devoir du patriotisme. La loi prévoyait, par exemple, l'institution d'une garde nationale mobile, formée des jeunes gens non versés dans l'armée permanente. Les députés s'inquiètent à la pensée des dangers que pourrait courir cette jeunesse. Le rapporteur s'applique à les tranquilliser :

« Il ne faut rien exagérer, dit-il, et juger sagement les

choses. La garde nationale mobile ne sera pas souvent, grâce à Dieu, appelée à aller, comme on l'a dit trop souvent à cette tribune, offrir sa poitrine aux balles de l'ennemi. » Et il expose que la mission de cette garde sera surtout de remplacer pour leur donner la liberté d'action, les régiments dans les garnisons. « La plupart du temps, laissez-moi le dire, c'est une espérance en même temps qu'une réalité, les jeunes gens qui en feront partie rendront certainement de vrais services, mais, grâce à Dieu, ils ne courront aucun danger. »

« Est-ce possible, s'écrie l'écrivain militaire, Pierre Lehautcourt, en reproduisant ces paroles, d'étaler plus naïvement l'égoïsme des classes moyennes, toutes disposées à admettre qu'on fit la guerre, pourvu qu'elles ne fussent pas appelées à y aventurer leur précieux « moi ».

Mérimée, dans ses « Lettres à une inconnue », écrit sur le même sujet : « Une autre chose qui me rend furieux, c'est la façon dont on reçoit le projet de réorganisation de l'armée. Tous les jeunes gens bien nés meurent de peur d'être dans le cas de se battre pour la patrie à un moment donné.... »

M. Thiers souscrit à tant de veulerie : « Je le dis franchement devant mon pays, je ne suis pas partisan de cette loi, parce que je crois qu'elle inquiétera la population.... »

Les autres orateurs de gauche sont plus virulents ; ils s'acharnent à rabaisser la force militaire de la France et proclament son inutilité :

« On nous dit, s'écrie M. Jules Favre, qu'il faut que la France soit armée comme ses voisins, que sa sécurité est attachée à ce qu'elle soit embrigadée, cuirassée, qu'elle ait dans ses magasins des monceaux de poudre et de mitraille. Ma conscience proteste contre de semblables propositions. »

M. Jules Simon : « J'espère qu'on nous rendra cette justice, que toutes les fois qu'il a été question d'organiser ce qu'on appelle la paix armée, on nous a trouvés en travers des mesures proposées pour atteindre ce but.... »

M. Ernest Picard : « Par quelle aberration le gouvernement peut-il songer à chercher les forces de la France dans l'exagération du nombre d'hommes ? Notre amendement porte la suppression absolue des armées permanentes et leur remplacement par les gardes nationaux ! »

M. Eugène Pelletan : « Le militarisme est une plaie. Je com-

prends les pompiers armés en cas d'une invasion; mais une invasion est-elle possible? »

M. Garnier-Pagès : « Qu'est-ce que la force matérielle? Quelle puissance vous auriez, si vous vouliez avoir confiance dans le peuple et la liberté? Le budget de la guerre vous mène à la banqueroute. C'est la plaie, c'est le chancre qui nous dévore. »

Plus tard, un autre député, M. Darimont expliquera qu'il a refusé la loi pour « des considérations philosophiques et transcendentes. »

Elle fut votée cependant, mais énervée, mutilée, et l'hostilité du pays empêchera le gouvernement de suivre aux mesures d'exécution.

Telle l'Allemagne, telle la France, à la veille de 1870. Le résultat fut Frœschwiller, Metz, Sedan.

* * *

Nous avons insisté sur ces faits, parce que, dans ce moment-ci, ils présentent pour nous, Suisses, quelque actualité. Nos autorités politiques viennent de mettre la dernière main à la réorganisation de nos institutions militaires, et des oppositions se manifestent qui, à certains égards, rappellent celle de la gauche française avant 1870. Elles aussi dénoncent le militarisme et le chancre du budget militaire qui nous dévore; elles aussi, dans l'aveuglement de la passion politique, nient les devoirs du citoyen envers le sol natal, et poursuivent, dans notre peuple, l'éducation de l'anti-patriotisme. Comme la France de 1790, comme la Prusse de 1806, comme les députés au Corps législatif de 1867, elles invoquent la fraternité des peuples, les embrassements des nations, la considération philosophique et transcendente d'une civilisation épurée; elles en déduisent l'inutilité de l'armée. D'aucuns vont plus loin encore et dans leur amour du genre humain n'ont de haine que pour leur patrie et d'injures que pour leurs concitoyens. A ces oppositions-là une seule réponse peut être utilement faite, la réponse de l'histoire.

Celle-ci vient encore de nous en donner une particulièrement éloquente. Qui donc, lorsque le 9 février 1904, le télégraphe apprit au monde l'attaque des torpilleurs japonais à Port-Arthur, qui donc ne se montrât persuadé de la défaite finale de l'empire du Soleil-Levant? Il pouvait obtenir un succès de surprise; peut-

être même la victoire lui sourirait-elle sur mer ; mais sur terre quelle folie de se heurter à la colossale Russie !

A cette époque, nous ne voyions guère le Japon qu'à travers les récits de M^{me} Chrysantème ou ceux des *Terres lointaines* de notre compatriote Paul Seippel. Et c'est ce Japon-là, ce Japon de roman et d'amourettes faciles, à la civilisation superficielle comme la laque de ses porcelaines, qui osait se mesurer à une puissance européenne et l'une des plus considérables ! Il prétendait opposer ses quarante millions d'habitants aux cent trente millions de Russes et ses six cent mille soldats à cinq millions d'hommes !

Aujourd'hui, nous en savons davantage. Nous commençons à découvrir ce que nos préjugés d'occidentaux, notre présomption d'hommes blancs, imbus de nous-mêmes, nous cachaient. Nous nous étions imaginé parce que, depuis une génération seulement le Japon s'est ouvert à nos progrès industriels, qu'il n'avait jamais été civilisé, que la valeur humaine datait de nous.

Quelle erreur et quel aveuglement ! Il a fallu le prestige de la victoire pour nous ouvrir les yeux. Nous avons reconnu alors que la civilisation japonaise pour être différente de la nôtre avait, sans doute, de plus vieux quartiers de noblesse, et qu'elle était de nature à fortifier les qualités viriles d'un peuple peut-être plus que la nôtre. Nous avons reconnu que si les Nippons ont su emprunter nos moyens et se les assimiler avec une intelligence supérieure, témoignage d'une civilisation développée, ils l'ont fait pour leur propre fin, pour leur progrès de race jaune, pour la perpétuité de leur coutume, de leur croyance, de leur idéal.

Cette croyance, cet idéal, quels sont-ils ? Ils se résument dans le culte de la patrie et de la force militaire. Rappelons-nous les actes innombrables d'héroïsme que jour après jour nous ont contés pendant la guerre les correspondants de la presse. Les cas de Kara-Kiri, le dévouement toujours en éveil, les sacrifices joyeusement offerts. Ces marins qui, sans hésitation, vont au-devant de la mort certaine pour obstruer, sous le feu de la forteresse, le goulet de Port-Arthur. Une première équipe succombe ; une autre la remplace. La mort en fauche une troisième, dont le sort ne fait reculer personne ; une quatrième épreuve trouve de nouvelles volontés prêtes et de nouveaux dévouements. Un plus

grand Japon, voilà ce que réclament les sujets du Mikado, et l'amour de la patrie les groupe contre le péril blanc.

Que peut le pauvre moujik devant un si vibrant enthousiasme ! Il est mal commandé, il est mal instruit, il est mal vêtu, son armée n'est pas organisée. On l'enlève à sa misérable chaumière, à son village, à son champ ; on le transporte à des milliers de kilomètres, dans les plaines ou brûlantes ou glacées de l'Extrême-Orient. Pourquoi faire ? Il n'en sait rien. On lui dit de se battre, et il se bat. Mais pourquoi se bat-il ? Que cherche-t-on dans cette Mandchourie inhospitalière ? En quoi cette colonie lointaine importe-t-elle au bonheur de la sainte Russie ? Il est fataliste ; il ne se plaint pas ; il va où ses chefs veulent qu'il aille et il a des mots héroïques sans le savoir. Au bivouac, un officier voit un soldat étendu sur le sol nu et mouillé :

— Comment es-tu couché ? lui demanda-t-il.

— Bien, mon lieutenant : Je suis couché sur un côté et j'ai l'autre pour me couvrir.

Certes non, ce n'est pas le courage qui lui manque. Il l'a montré dans les longues défaites et dans la retraite toujours recommencée. Il y a fait preuve d'une constance, d'une endurance morale dont nul autre n'eût été capable. Mais son courage est d'une qualité inférieure à celui du Japonais ; c'est un courage passif, celui du Nippon est actif ; sa force est la force inerte du fatalisme ; celle du Nippon la force vivante de l'enthousiasme et du patriotisme. Le duel de ces deux forces a produit Port-Arthur, Liao-Yang, Moukden, Tsoushima.

* * *

Et maintenant quelle conclusion tirerons-nous de notre étude ? La suivante :

C'est une très grosse erreur de croire qu'un peuple dont les ressorts moraux sont distendus, dont l'énergie est affaiblie, puisse posséder une armée capable de vaincre. Les forces qui se heurtent sur le champ de bataille sont celles qui ont été cultivées pendant la paix. La nation qui a entretenu les sources vives de son patriotisme, qui a élevé ses enfants dans le sentiment du sacrifice éventuel pour la défense des siens et de la communauté, qui a fait d'eux des caractères et des hommes de volonté, cette nation crée les armées solides, enfante des soldats prêts à affronter les périls et la mort, des capitaines capables de con-

duire leurs troupes à la victoire et dans tous les cas à l'honneur.

Au contraire, l'Etat veule, celui dont la population s'effémine, considère la paix comme supérieure à l'effort viril, nourrit sa jeunesse de théorie philosophique au lieu de la préparer aux rudes réalités de l'existence et cote son bien-être plus haut que la lutte pour la vie, cet Etat verra son armée trahir ses espérances. Il tombera en proie au vainqueur.

Le referendum militaire a été demandé par cette fraction du parti socialiste qui, précisément, veut se refuser aux exigences du patriotisme, qui proclame l'inutilité de l'armée et invite les citoyens à céder à la mollesse et à l'oubli de leurs devoirs.

L'histoire nous apprend, par les exemples que nous venons d'évoquer, où conduisent les théories de cette nature.

F. F.

